

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18044 - 70ÈME ANNÉE

Scènes de guerre hier à Paris, manifestation demain

**La marche de Paris doit lancer l'appel
«Changeons de politique :
liberté et démocratie pour tous»**



Hier à Paris, c'était la guerre. Demain à Paris, les dirigeants occidentaux vont-ils s'engager à changer de politique pour sortir de l'impasse ? (Image France Télévisions)

48 heures après l'attaque terroriste contre Charlie Hebdo, la France a connu de nouveau des scènes de guerre en plein Paris et dans une zone industrielle dans la banlieue de la capitale française. Deux prises d'otage se sont conclues par des bains de sang. Au moins 7 personnes sont décédées dont les ravisseurs. Deux d'entre eux sont suspectés du massacre de la rédaction de Charlie Hebdo, de deux policiers et d'un agent d'entretien. Le troisième pourrait être l'auteur du meurtre d'une policière. L'émotion est considérable et légitime.

Demain, une grande marche pour la démocratie et la liberté est prévue à Paris. Un million de personnes sont attendues. Les partis républicains, les syndicats et des chefs d'État et de gouvernement européens seront dans la manifestation. Ils diront sans doute « plus jamais ça ». Cette marche sera-t-elle donc le point de départ d'un changement de politique des dirigeants occidentaux pour que la liberté et la démocratie puissent s'appliquer partout dans le monde ? Cela passe par l'éradication de la pauvreté et des inégalités à l'échelle du monde.

Hier vendredi, trois Français ont organisé en France deux prises d'otages qui se sont conclues par des bains de sang.

A Dammartin, dans la banlieue parisienne, deux personnes suspectées d'être les auteurs de l'attentat contre Charlie Hebdo se sont re-tranchées le matin dans une imprimerie avec un otage. Elles ont été tuées lors d'un assaut lancé en fin d'après-midi par le GIGN.

Hier à la mi-journée, une fusillade éclate Porte de Vincennes. Un autre Français prend plusieurs otages dans un magasin fréquenté par des personnes de religion juive. Il est suspecté d'être le responsable des tirs qui ont tué une policière et blessé gravement un agent municipal la veille à Montrouge, en banlieue parisienne.

À la même heure qu'à Dammartin, les policiers lancent aussi un assaut. Cinq personnes sont tuées dont le preneur d'otages, et quatre autres sont grièvement blessées.

Bain de sang à Paris

Hier, la France a vécu des scènes inédites pour la majeure partie de sa population. La région de Dammartin, ville de 8.000 habitants, a été déclarée zone de guerre. Le survol de cette commune proche de l'aéroport de Roissy était interdit. Les habitants devaient rester cloîtrés chez eux. Une force de plusieurs centaines de gendarmes et de policiers était concentrée, appuyée par des hélicoptères. Des dizaines d'ambulances étaient également déployées à proximité.

À Paris, c'étaient les mêmes scènes de guerre autour du supermarché, lieu de la prise d'otage. La route la plus fréquentée en France, le boulevard périphérique, était fermé à hauteur de la Porte de Vincennes. Tout le quartier était bouclé, avec circulation interdite dans un rayon de plusieurs centaines de mètres. Pendant ce temps, les services de secours installaient un hôpital de campagne.

Ce que les Parisiens ne voyaient habituellement qu'à la télévision se passait sous leurs fenêtres. Paris était devenue le théâtre d'une opération de guerre.

Les preneurs d'otages ont grandi en France

Les tueurs de Charlie Hebdo et de la policière de Montrouge sont des

Français qui sont nés et ont grandi en France. Pendant la majeure partie de leur jeunesse, ils ont fréquenté l'école de la République. Selon les témoignages des voisins de deux d'entre eux à Reims, ils étaient des garçons sans histoire qui avaient l'air d'être bien intégrés.

Comment alors expliquer qu'ils aient pris les armes, massacré la rédaction de Charlie Hebdo et des policiers, puis pris des personnes en otage lors d'une opération pour laquelle ils s'étaient sans doute préparés à mourir ?

Tant que les origines d'actes de ce genre ne seront pas combattues, alors d'autres Français recommenceront à s'en prendre à la France. Car à n'en pas douter, la mort de ces trois Français sera utilisée par les djihadistes pour en faire trois martyrs pour pousser d'autres jeunes Français à basculer dans l'extrémisme.

Grande marche demain

La première réponse à la succession d'événements tragiques de ces trois derniers jours, c'est l'annonce d'une grande marche pour la liberté et la démocratie demain dans la capitale française. François Hollande a relayé l'appel. Seront présents plusieurs chefs de gouvernement européen, le président du Conseil européen et le président de la République. Ils défilent aux côtés des syndicats, des associations et des partis politiques républicains.

Ces différentes attaques suscitent une émotion légitimes. En trois jours, ce sont une vingtaine de personnes qui sont mortes à Paris et dans ses environs. La marche sera donc le moment d'un hommage solennel à toutes ces victimes. Mais elle doit aussi marquer un tournant. Car ces massacres montrent aussi l'impasse dans laquelle se situe la France et plus généralement les gouvernements occidentaux et la nécessité d'en sortir.

Les gouvernements représentés à la marche pour la liberté et la démocratie font partie de l'OTAN, une organisation militaire sous direction des Etats-Unis, responsable de la mort de centaines de milliers de personnes au Moyen-Orient, en Afrique et en Afghanistan au cours de ces 10 dernières années. L'OTAN dit vouloir se battre au nom de la liberté et de la démocratie, mais elle nie ces principes en bombardant des populations innocentes. L'OTAN laisse aussi l'armée israélienne massacrer les Palestiniens. Plus

grave encore, elle lui fournit des armes.

L'occasion sera-t-elle saisie ?

Les images de cette guerre aux peuples du Sud suscitent une large émotion dans le monde entier. Cette guerre vient d'être portée en France par des Français. C'est une illustration de la crise mondiale et de son développement dans un pays européen.

C'est pourquoi le rassemblement de Paris peut donner l'occasion d'ouvrir de nouvelles perspectives pour que la liberté et la paix puissent s'appliquer partout. Cela passe par un changement de politique des dirigeants des pays qui marcheront demain à Paris. Ces responsables occidentaux sauront-ils se rassembler autour d'un plan d'actions pour que la liberté et la démocratie s'appliquent partout dans le monde ? Vont-ils présenter demain leur contribution à la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde et au sein de leurs propres pays ? S'ils arrivent à répondre favorablement à ces deux questions, alors ils pourront faire reculer la crise qui amène de jeunes Occidentaux à lancer des attaques suicides contre leur propre pays.

M.M.

Edito

Quel impact à La Réunion ?

La mondialisation n'est pas seulement économique. C'est aussi celle des conflits et des communications. Pendant trois jours, Paris et sa banlieue sont devenus un théâtre d'opération d'une guerre qui se joue à l'échelle du monde.

Tout s'est accéléré à partir de 2001, quand Bush a lancé sa « croisade » contre des anciens alliés des États-Unis. Ben Laden avait en effet été utilisé par le gouvernement des États-Unis pour combattre les Soviétiques. Après la Guerre froide, ces extrémistes ont échappé au contrôle de leur créateur. Ils se sont même retournés contre lui. Cette guerre s'est étendue au Moyen-Orient. Après l'effondrement de la Libye à la suite d'une offensive de l'OTAN contre Kadhafi, ce courant s'est considérablement renforcé au Sahel. Du Mali à l'Afghanistan en passant par la Syrie et l'Irak, les djihadistes contrôlent des régions immenses.

Jusqu'alors relativement épargnée, la France s'est retrouvée jeudi directement concernée par l'horreur de cette guerre. Presque toute la rédaction de Charlie Hebdo a été tuée, ainsi qu'un agent d'entretien et deux policiers. Les djihadistes français ont d'abord visé un symbole : la liberté d'expression. Deux jours plus tard, les auteurs présumés du massacre sont encerclés dans la zone industrielle d'une ville de 8.000 habitants. Aussitôt, les flashes spéciaux se succèdent.

L'information est immédiatement répercutée à La Réunion. Les radios suspendent leurs programmes et diffusent en continu les émissions

des stations françaises. Réunion Première diffuse France Infos en continu. Même Free Dom se joint à ce mouvement et s'efface derrière Europe1.

Pendant toute la journée, les Réunionnais sont donc sous l'influence directe des grands médias français qui rendent compte de la transformation de Paris en zone de guerre.

Les auditeurs et les internautes étaient ainsi plongés au cœur des préoccupations d'un pays éloigné de 10.000 kilomètres, qui héberge une société qui s'est construite d'une manière totalement différente. C'est une autre dimension de la mondialisation. Quel sera son impact à La Réunion ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re



Soldats français en Afghanistan en 2008. Depuis 2001, la France est engagée dans des actions militaires en Afghanistan, puis au Sahel et maintenant en Syrie.

Les effets de plusieurs années de politique étrangère **Un nouveau front de la guerre s'est ouvert en France**

L'attentat terroriste à Charlie Hebdo, le 7 janvier, et les prises d'otages d'hier à Paris et dans sa banlieue mettent en évidence la vulnérabilité de la France sur son territoire face à un terrorisme qui a pris une nouvelle forme. Depuis plusieurs années, la France mène plusieurs conflits en Afrique et en Orient, poussant de plus en plus de jeunes à aller faire le djihad.

La politique étrangère offensive de la France dans certains territoires, comme au Mali, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, mais aussi au sein de la coalition américaine contre l'Etat islamique, a fait du pays une cible principale des terroristes islamistes.

L'attentat n'est pas une surprise pour de nombreux experts, car la présence française à l'étranger et son implication dans des opérations américaines l'ont mise en tête de liste des pays ennemis de certains groupes terroristes.

Une politique atlantiste

Dans une interview accordée au journal algérien El Watan, Jean-Luc Marret, chercheur spécialiste du terrorisme, a expliqué que l'attentat perpétré à Paris peut être le résultat de la politique extérieure de la France menée depuis quelques années. Prenant l'exemple des Français partis faire le djihad en Syrie, pour lui, ils « ne le faisaient pas contre la France. Il y avait même une coïncidence de vue anti-As-sad ».

Mais plus tard, « la situation a changé, notamment depuis notre guerre

en Libye et son résultat désastreux ». Pour certains experts, la « politique étrangère peut être le motif d'action de ces terroristes » a expliqué le chercheur. En outre, la politique étrangère de la France est devenue atlantiste, depuis le mandat de Nicolas Sarkozy.

Cela signifie que la « politique étrangère atlantiste est empreinte d'une forme de manichéisme, résumant toute action militaire à la nécessaire guerre du bien contre le mal, et rappelant l'idéologie de la conquête civilisatrice des pays colonisateurs au XIXe siècle », a expliqué dans le quotidien Le Figaro, Frédéric Saint Clair, mathématicien

et économiste.

De fait, la France s'est érigée aux côtés des Américains pour mener des luttes qu'elle n'aurait certainement pas engagées si sa politique étrangère était restée forte et indépendante comme auparavant. Il n'est pas besoin de rappeler en détails le discours de Dominique de Villepin, aux Nations Unies, refusant d'impliquer la France en Irak.

Le Ministre des Affaires Etrangères avait rappelé la nécessité de la diplomatie et non de la guerre, afin de ne pas « aggraver les fractures entre les sociétés, entre les cultures, entre les peuples, fractures dont se nourrit le terrorisme ». Un vœu pieux, car désormais un amalgame s'est instauré envers les musulmans et les terroristes djihadistes.

La France engagée sur plusieurs fronts

Arrivé à l'Élysée, François Hollande a perpétré la politique étrangère de son prédécesseur. Il a dû lancer une opération militaire contre des djihadistes sur la route de Bamako, au Mali, puis il s'est engagé en Centrafrique pour éviter les massacres entre anti-Balaka et Seleka. Par la suite, la France est intervenue dans le sud de la Libye contre les combattants d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), d'Al-Mourabitoun et du Mujao malien. L'opération "Barkhane" a d'ailleurs mobilisé près de 4.000 militaires, de la Mauritanie jusqu'au Tchad.

En deux ans, la France est sur plusieurs fronts que ce soit en Syrie, en Libye, au Mali, en Centrafrique... Désormais, la France s'assujettit aux Etats-Unis, pour effectuer des bombardements aériens en Irak, puis en Syrie. Ainsi, le chef de l'Etat français souhaite lutter contre le terrorisme sous ses différentes formes, que ce soit celui d'Al Qaida au Maghreb islamique (Aqmi), au Mali, celui du groupe Etat islamique en Irak et en Syrie.

Cette présence française a plusieurs conséquences, parmi lesquelles, le départ de nombreux jeunes pour aller faire le djihad. Près de 1.130 ressortissants français étaient impliqués à des degrés divers dans les filières djihadistes, début novembre 2014, selon le ministère de l'Intérieur.

Un nouveau type de jeunes djihadistes, appelés « loups solitaires » en France, a d'ailleurs émergé. Wassim Nasr, journaliste spécialiste des questions djihadistes à France 24, a expliqué que les jeunes gens « se font convaincre que le djihad est la voie la plus courte pour se racheter. » Or, à en croire Jean-Charles Brisard, consultant international spécialiste du terrorisme, « la plupart d'entre eux ne connaissent rien à la religion, qui n'est qu'un prétexte ».

La solution, d'après Jean-Charles Brisard, est « d'interpeller ces personnes dès qu'elles émettent le souhait de partir », car « au retour en France, il est déjà trop tard. Ces personnes sont déjà formées au maniement des armes et des explosifs. »

Céline Tabou

Demain à Paris

Grande marche pour la liberté et la démocratie

En raison de l'affluence envisagée lors de la marche républicaine organisée demain à Paris, trois parcours distincts sont prévus. La manifestation débutera à 15 heures sur la place de la République. Plusieurs chefs d'État et de gouvernement européens défilent avec les syndicats, les associations et les partis républicains pour la liberté et la démocratie.

Trois parcours distincts sont prévus lors de la marche républicaine organisée ce dimanche à Paris, en raison de l'affluence envisagée, a-t-on appris vendredi auprès de la CFDT. La manifestation débutera à 15 heures sur la place de la République. Le premier passera par le boulevard Voltaire, le deuxième par Bastille, le troisième par l'Avenue Auguste, pour rejoindre Nation, a-t-on précisé.

Le carré de tête du cortège comptera, selon la CFDT, « des représentants des organisations signataires » de l'appel à la marche, dont font notamment partie l'ensemble des partis républicains et des syndicats (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA).

Toutefois, les quatre organisations de défense des droits de l'homme (Ligue des droits de l'Homme, Licra, Mrap, SOS Racisme), également signataires, « ne participeront pas au carré, ni à la ligne de tête », a précisé Michel Tubiana, ancien président de la LDH, à l'AFP.

Selon la CFDT, à la suite du cortège viendra « une banderole des organisations syndicales de journalistes » (SNJ-CGT, SNJ et CFDT Journalistes), « puis des organisations syndicales de policiers », « des associations » et « des organisations syndicales de salariés ».

Dirigeants européens présents

Les militants syndicaux « sont invités à porter leur badge, mais il n'y aura pas d'affichage ostensible de type drapeaux », a précisé la CFDT. La banderole syndicale, qui ne comportera pas de logo, devrait simplement comporter le titre de l'appel intersyndical « Le monde du travail, ensemble, pour les libertés et la démocratie ».

De son côté, Force ouvrière, qui n'est pas signataire de l'appel, a aussi appelé jeudi à « participer en tant que militant et citoyen aux marches démocratiques et républicaines qui auront lieu » face à « l'acte terroriste barbare contre la liberté, la démocratie et les valeurs républicaines dont la laïcité ».

Les chefs des gouvernements britannique, italien, allemand et espagnol sont annoncés à la manifestation aux côtés des plus hautes autorités de la France.

Une «bonne action» que le GDIR invite les Réunionnais à soutenir «Ensemble, demandons à l'ONU de décréter une Journée Mondiale du Vivre Ensemble»

Le 5 janvier dernier, "Témoignages" a publié les vœux du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR) exprimés par son président, Idriss Issop-Banian, pour l'année 2015. Nous avons également fait connaître l'appel lancé à cette occasion par le GDIR aux Réunionnais à se mobiliser pour demander à l'ONU de décréter une Journée Mondiale du Vivre Ensemble. Afin de réaliser cette «bonne action» de solidarité pour un meilleur «vivre ensemble» à La Réunion et dans le monde, nous sommes toutes et tous invité(e)s à aller sur le site <http://aisa-net.com/> et à cliquer sur DESIR DE PAIX. Nous publions ci-après, avec des intertitres de "Témoignages", le texte intégral d'une présentation de ce projet, disponible sur ce site.



Idriss Issop-Banian, président du Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion (GDIR).

L'Association Internationale Soufie Alâwiyya, AISA ONG Internationale, lance une campagne de mobilisation mondiale pour que l'ONU décrète La Journée Mondiale du Vivre Ensemble. Une pétition à l'intention de l'ONU est lancée pour démontrer aux autorités politiques notre DÉ-SIR DE PAIX. Chacun d'entre vous qui souhaite voir notre monde changer est invité à signer cette pétition. Plus nous serons nombreux à choisir de mieux vivre ensemble plus notre engagement changera le monde.

Jamais le désir de paix n'a été aussi grand. Tous les jours l'actualité nous démontre que nous vivons dans un monde de changement. Les écarts entre les riches et les pauvres s'amplifient. Ceux entre les pays riches et les pays en développement sont en plein bouleversement. Les difficultés économiques et sociales minent les rêves des jeunes générations alors que les plus vieilles cherchent souvent à consolider leur emprise sur les décisions qui auront un impact sur l'avenir.

De mauvaises solutions

La culture du «chacun pour soi», qui atteint un niveau rarement connu auparavant, favorise l'antagonisme entre les individus et entre les sociétés. Cet antagonisme mène à des conflits politiques, sociaux et

environnementaux qui accroissent la peur. Peur de l'autre, de l'avenir, de l'inconnu, des inconnus, du différent, de la pauvreté, du changement.

Les peurs alimentent l'individualité. L'individualité augmente l'insécurité. L'insécurité accroît l'intolérance. Certains prônent d'affronter la peur par la peur. Ils réclament leur place dans le monde par la violence. D'autres, par l'exclusion. Exclure la différence, garder son espace pour soi, renvoyer l'autre chez lui, favoriser l'homogénéité, restreindre son monde au connu. Ce sont toutes de mauvaises solutions.

Un message d'espoir

Il faut un véhicule pour proposer un message d'espoir à l'humanité, un outil permettant d'exprimer haut et fort cette volonté d'apprendre à mieux vivre ensemble pour assurer un meilleur avenir à tous, ici et partout dans le monde. Aujourd'hui, pour des personnes de plus en plus nombreuses, particulièrement les jeunes, il est essentiel de changer de paradigmes, de changer de façon de faire, de s'engager avec vigueur dans le développement d'une Culture de Paix

plutôt que d'une culture de violence. C'est autour de cette réflexion fondamentale pour l'avenir qu'est née l'idée de créer la Journée Mondiale du Vivre Ensemble et d'obtenir sa reconnaissance officielle par l'ONU. Cette journée est un message adressé à la jeunesse et aux citoyens du monde pour qu'ils s'éveillent, se réveillent et construisent une société basée sur des valeurs essentielles : le respect de soi, de l'autre et de la totalité du vivant.

La première étape de ce projet est d'amener l'ONU à décréter officiellement une Journée Mondiale du Vivre Ensemble. Cette journée sera l'occasion d'organiser partout dans le monde des événements pour appeler à créer cette Culture de Paix en développant notre capacité à mieux Vivre Ensemble.

La Culture de Paix

Convaincre l'ONU de décréter une Journée Mondiale du Vivre ensemble constitue une tâche essentielle afin de développer la Culture de Paix. Dans ce contexte, AISA ONG Internationale entend interpellier les organisations non gouvernementales membres de l'ECOSOC afin qu'elles soutiennent, dans leurs milieux respectifs, la diffusion d'une grande pétition mondiale. Cette pétition pourrait réunir plusieurs millions de signataires désireux de joindre leur voix à la création de cette journée, symbole d'une société où la paix et le mieux vivre ensemble animeraient les rapports sociaux.

Nous demanderons aussi à certains d'entre eux de souligner cette journée en organisant des événements porteurs. Toutes ces activités représenteront le contrepoids à la culture de violence et un levier d'espoir et de changement pour la Culture de Paix.

À l'action des jeunes et à l'engagement citoyen, déjà amorcés, devrait s'ajouter le soutien politique et diplomatique des gouvernements. Avec l'appui réel et concret de tous ceux d'entre eux qui souhaitent la PAIX, nous pouvons faire une démarche officielle auprès de l'ONU. Nous avons la conviction que ce projet se réalisera et concrétisera l'espoir et le rêve d'un grand nombre de femmes et d'hommes».

Les informations que j'ai pu recueillir sur internet semblent indiquer qu'une grande compétition s'est engagée entre groupes internationaux afin d'inventer un ou des procédés d'élaboration de biocarburants de deuxième génération en vue d'alimenter les réservoirs de véhicules à moteur mais pas seulement. Les recherches portent également, on l'a vu, sur l'élaboration de sous-produits identiques à ceux issus du pétrole et destinés à être utilisés dans la fabrication de sous-produits identiques à ceux qui sont issus du pétrole à partir des produits issus de l'agriculture et des forêts.

La canne c'est le sucre, mais pas seulement -36-

Les biocarburants de première et deuxième génération (suite et fin)

Pour un rappel et une mise en garde contre les OGM * (article de Romain Guillo)

Selon cet auteur :

« La seconde génération de biocarburants est issue de source ligno-cellulosique (bois, feuilles, paille, etc.) à partir de processus techniques avancés.

Au lieu d'utiliser les graines ou les tubercules des plantes comme dans la première génération, les nouveaux procédés cherchent à améliorer le bilan énergétique en utilisant toute la plante.

Avantages :

Production à base de végétaux non comestibles, dissociation des cultures alimentaires et énergétiques
Meilleur bilan énergétique que la première génération
Meilleur bilan environnemental que la première génération (consommation en eau et engrais réduite)

Inconvénients :

Comme pour d'autres productions agricoles intensives, la tentation de recourir aux OGM pour accroître la production menace l'équilibre environnemental. Les espèces végétales utilisées pour la production de biocarburant de seconde génération étant déjà très résistantes et vivaces, leur mutation pourrait en faire des espèces invasives difficilement contrôlables. »

L'auteur indique également qu'il y a deux méthodes de recherches

« La gazéification est un procédé technologique complexe qui permet de transformer de la biomasse en gaz (essentiellement de l'hydrogène et du monoxyde de carbone).

Ce procédé thermo-chimique est obtenu dans des conditions de températures et de pression élevées (environ 1000°C et 40 bars) »

« Autre procédé : La biomasse (de type ligno-cellulosique) est transformée en sucre par des enzymes. Le sucre ainsi produit est ensuite transformé en éthanol par un procédé de fermentation. On obtient alors un éthanol dit de seconde génération. »

Les recherches sont longues, mobilisent des moyens importants et ne peuvent s'y engager que des grands groupes travaillant sur le moyen voir le long terme. En plus de la canne à sucre, et d'autres plantes à sucre, il y a aussi des cultures spécialement prévues pour ces biocarburants de deuxième génération... Il y a aussi une troisième génération de biocarburants dont on parle également aujourd'hui et qui s'oriente vers l'utilisation des algues et des micro-organismes

Des plantes en vue de la production de biocarburants de deuxième génération.

Témoignages a fait, il y a plusieurs années un article sur le jatropha. On a pu noter que nos lecteurs ont fait plusieurs pages d'observation sur ce sujet qui de toute évidence intéresse les gens. Le titre de l'article à retrouver sur « Temoignages.re » sous le titre « le jatropha gagne le sud »

Georges Gauvin

Nb Références de l'article de Romain Guillo sur internet-ecosources.info/portail des énergies renouvelables et de l'éco-construction. Ou bien taper biocarburants de deuxième génération-Romain Guillo.

Observation : le jatropha est connu à La Réunion sous le nom de pignon d'Inde. Attention celui de La Réunion ne doit pas être consommé : risques de diarrhées, vomissements, fièvres, etc.

Oté

In léstaj pou aprann fé désin konm bana !

Zasasin, kriminèl, lach, dapré zot néna dot mo pou ésplik i tèl karnaj ? In moun i pé azir konm sa ? Inn boug la di dann télé, in boug la di son gran doulèr, li la pèrd tout, anndan la li di, li la pèrd son bann dalon, son bann kamarad, son travay. Boug la té i plèr baya. Boug la i di « di pa bann téroris la lé fou, si ni di sa té konm si ni insilt bann fou ». In kozman i ésplik in pé, pétèt koman zot sérvèl lé finn délavé.

Lèr kilé zot la finn tié trèz, zournalis, désinatèr, la poliss, bou di kont zot la tié nout bann zartis, lo bann pli méyèr tout i di, dan la bann mi koné inn plis, vik li té i désinn pou Lima in zournal mwin té i lir touzour kan mwin té déor. Adié Zorj èk out bann Charlie ! Zot la tié nout lintélizans, la tié nout kiltir, zot i vé tié la libérté. Lo konbat té pa zis, koud fizil kont koud kréyon, mé zot lé mor dobout konm in té i vé.

Bann téroris i sava fé léstaj o yéminn i prétan, zot i rann a zot kont, in léstaj pou aprann tié d'moun, zis pou sa. Anou osi ni dovré fé léstaj pou réponn. Lé pa tro tar, anparmi bann rézolisyon pou 2015, mi promèt a zot sèt ané 2015 mi sava inskri a mwin pou fé in léstaj, in léstaj pou aprann fé désin konm bana !

Justin